



Conférence

LE PRINCIPE DE SUBSIDIARITÉ : MISE EN ŒUVRE NATIONALE DE LA CONVENTION EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

4 mai 2023

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE



M. Benedikt BOGASON

Président de la Cour suprême d'Islande

M. BOGASON a été nommé juge de la Cour Suprême d'Islande le 1^{er} octobre 2012 et a été élu Président de la Cour le 1^{er} septembre 2020. Avant sa nomination, il a travaillé en tant que Directeur Général du ministère de la Justice, puis en tant que juge de Tribunal de Grande Instance - *District Court* - de l'Islande occidentale à partir de 2003.

Il est titulaire d'un « *Master* » en Droit (anciennement *Candidata Juris*) obtenu à l'Université d'Islande.

En plus d'un siège à la Cour Suprême, il a également une position en tant que Professeur de Droit à l'Université.

Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles de droit, sa spécialité étant les principes généraux du Droit des obligations islandais.



Mme Marialena TSIRLI

Greffière de la Cour européenne des droits de l'homme

Née le 20 octobre 1967 en Thessalonique (Grèce), Mme Marialena TSIRLI a poursuivi des études de droit à l'Université Nationale et Capodistrienne d'Athènes en 1989.

Elle a ensuite obtenu un Master en 1991 puis un Doctorat en droit à l'Université Robert Schuman de Strasbourg en 1994.

Elle a débuté sa carrière en tant qu'administratrice juridique au Secrétariat de l'ancienne Commission européenne des droits de l'homme entre 1994 et 1998.

Elle a ensuite travaillé à la Cour européenne des droits de l'homme ; d'abord en tant qu'administratrice juridique pendant 4 années, puis comme cheffe de Division jusqu'en 2010.

Elle a été promue Greffière adjointe de Section en 2010, puis Greffière de Section de 2016 à 2019.

Elle est ensuite devenue Greffière adjointe de la Cour européenne des droits de l'homme du 1er juillet 2019 au 30 novembre 2020 pour enfin devenir la Greffière de la Cour européenne des droits de l'homme depuis le 1er décembre 2020.



M. Christophe POIREL

Directeur de la Direction des droits humains, Direction générale des droits humains et de l'État de droit (DGI), Conseil de l'Europe

Directeur des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe depuis juillet 2018, Mr Christophe POIREL est responsable des services en charge de la surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, des droits sociaux et de la mise en œuvre de la Charte sociale européenne, de la coopération intergouvernementale dans les domaines des droits humains et de la bioéthique ainsi que des activités du Conseil de l'Europe concernant l'indépendance et le fonctionnement des systèmes judiciaires.

Il a précédemment occupé les fonctions de Secrétaire adjoint du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe entre 2010 et 2018, en charge notamment des questions politiques et de droits humains, après avoir occupé différentes fonctions dans le domaine des droits humains depuis 1989.

SESSION I

MISE EN ŒUVRE NATIONALE DE LA CEDH EN AMONT ET INDÉPENDAMMENT DU TRAITEMENT DES AFFAIRES PAR LA COUR

Dr. Hans-Jörg BEHRENS

Président du Groupe de rédaction sur les questions relatives aux juges de la Cour européenne des droits de l'homme (DH-SYSC-JC) ; Chef de l'Unité IVC1 (Droits de l'homme), Agent du gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, Ministère fédéral de la Justice, Allemagne

Né le 22 octobre 1962 à Braunschweig en Allemagne, M. Hans-Joerg BEHRENS est marié et père de deux enfants.

Il a étudié le Droit à Marburg et Göttingen et a passé son premier examen d'État – *Staatsexamina* - en 1987.

Avec un LL.M. obtenu en 1989 au King's College London et un Doctorat en Droit (Dr. iur.) obtenu en 1991 à Göttingen, M. BEHRENS a passé son second examen d'État en 1991.

Il a débuté sa carrière au Ministère Fédéral de Justice en août 1991 et a été détaché au *Lord Chancellor's Department* à Londres en 1994 pour 6 mois.

Membre de l'équipe allemande chargée de la création de la Cour Pénale Internationale (CPI), y compris membre du Comité de rédaction lors de la Conférence de Rome entre 1996 et 1999, il a été détaché auprès du Parlement allemand entre 1991 et 2001.

Par la suite, il est ensuite devenu Chef du Bureau de liaison du Cabinet et du Parlement au ministère de la Justice jusqu'en 2005, pour ensuite devenir Commissaire adjoint pour les Droits de l'Homme auprès de la CEDH en 2005, puis Chef du Bureau des droits de l'homme et agent du gouvernement auprès de la Cour européenne des droits de l'homme en 2010.

Il a depuis représenté l'Allemagne auprès du Conseil de l'Europe à de nombreuses reprises ces dernières années :

- DH-PR, y compris les groupes de travail, depuis 2005
- CDDH-UE (adhésion de l'UE) ; 47+1 (adhésion de l'UE)
- CDDH depuis 2010
- Bureau du CDDH depuis 2013
- Vice-président du CDDH 2016/2017
- Président du CDDH 2018/2019
- Président du CDDH-SYSC 2020-2022
- Participation aux conférences d'Interlaken, de Brighton et de Copenhague



M. Stefano PIEDIMONTE BODINI

Chef du Cabinet de la Présidente de la Cour européenne des droits de l'homme

Ancien élève de l'ENA (Promotion Valmy), diplômé en droit en France (Université de Strasbourg) et aux États-Unis (*Columbia University*), Stefano Piedimonte Bodini a passé 14 ans au sein du Greffe de la Cour, où il a occupé différents postes : juriste à la Division de la recherche ; chef de l'Unité de presse ; chef d'une division chargée du traitement des requêtes ; chef de la Division de la recherche, Jurisconsulte adjoint de la Cour. En parallèle, il a représenté le Greffe de la Cour, en tant qu'expert sur les questions de terrorisme, lors d'activités de formation organisées notamment par la branche anti-terrorisme de l'ONUUDC et le programme HELP du Conseil de l'Europe. De juin 2017 à avril 2018, tout en gardant son rôle de chef de la Division de la recherche du Greffe de la Cour, il a été détaché en tant que Conseiller juridique auprès du Groupe d'enquête indépendant sur les allégations de corruption au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (IBAC-GIAC). Par ailleurs, il a servi pendant presque cinq ans au Secrétariat de la Charte sociale européenne (2000-2005) et deux ans au Service du Programme et Budget du Conseil de l'Europe (2010-2012) en tant que chef de division. En dehors du Conseil de l'Europe, Stefano Piedimonte Bodini a travaillé notamment dans un cabinet d'avocats d'affaires américain à Paris et comme *managing director* d'un fonds d'investissement à New York. Dans le cadre de ce dernier poste, il a suivi une formation pour dirigeants d'entreprises à la *Harvard Business School*.

M. Frédéric DOLT

Chef du Service de la mise en œuvre des standards en matière de droits humains, justice et coopération juridique, DGI, Conseil de l'Europe

M. Frédéric DOLT occupe actuellement le poste de Chef du Service de la mise en œuvre des standards en matière de Droits Humains, de justice et de coopération juridique (Direction des droits humains et de l'État de droit, DGI) du Conseil de l'Europe.

De septembre 2019 à mars 2022, il était conseiller au Cabinet de la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Mme Marija Pejčinović Burić.

En parallèle, de mars 2017 à septembre 2019, il fût également conseiller du Cabinet de M. Thorbjørn Jagland, ce dernier était alors le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Avant cela, de janvier 2015 à mars 2017, il était Chef de Section dans le Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (DGI). Il a été juriste dans ce même service de 2011 à 2014 et de 2002 à 2009.



De 2009 à 2011, Mr DOLT était chargé de presse à la CEDH.

M. Liparit DRMEYAN

Chef du Bureau du Représentant de l'Arménie sur les questions juridiques internationales



M. Liparit Drmeyan, Docteur en Droit, possède une vaste expérience de travail dans la pratique juridique et l'administration gouvernementale.

Il a obtenu son Master en administration publique à la Kennedy School of Government de l'Université d'Harvard.

M. Drmeyan a précédemment travaillé comme avocat à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et dirige actuellement le Bureau du Représentant de l'Arménie sur les questions juridiques internationales. Ce Bureau représente les intérêts de l'État non seulement devant la Cour européenne des droits de l'homme, mais aussi devant les tribunaux internationaux tels que la Cour internationale de Justice, les tribunaux d'arbitrage et les tribunaux étrangers.

Mme Aysegul UZUN MARINKOVIC

Conseillère juridique principale, Direction du Jurisconsulte



Ayşegül UZUN MARINKOVIC a étudié le droit à la *Galatasaray University* (Istanbul, Türkiye). Elle est également titulaire d'un LL.M. en Droit de l'Union Européenne de la même Université et a passé le barreau à l'*Istanbul Bar Association*.

Elle a travaillé en tant qu'assistante de recherche en Droit international public à la Bahçeşehir University (Istanbul, Türkiye). En 2003, elle a rejoint le Greffe de la CEDH où elle travaille actuellement en tant que Conseillère juridique principale à la Direction du Jurisconsulte.

Justice M. Frédéric GOSSELIN

Personne de contact du Réseau des Cours Supérieures pour le Conseil d'État belge



Conseiller d'État et chargé de cours à l'Université libre de Bruxelles, M. Frédéric GOSSELIN est le Responsable des relations avec le Réseau des Cours Supérieures (RCS) de la Cour européenne des droits de l'homme et le Réseau Judiciaire de l'Union européenne (RJUE) de la Cour de Justice de l'Union européenne.



M. Tigran KARAPETYAN

Chef de Division, défis transversaux et projets multilatéraux, Service de la mise en œuvre des standards en matière de droits humains, justice et coopération juridique, DGI, Conseil de l'Europe

Tigran KARAPETYAN est Chef de la Division des Défis transversaux et projets multilatéraux du Service de la mise en œuvre des standards en matière de droits humains, justice et coopération juridique (DGI) au sein du Conseil de l'Europe. Il travaille pour l'Organisation depuis 2013.

Il est un juriste expérimenté avec une expérience considérable dans la gestion de projets relevant du domaine des droits humains, de l'État de Droit, de la Bonne Gouvernance et de la Démocratie.

Avant de rejoindre le Conseil de l'Europe, M. KARAPETYAN a dirigé le programme de démocratisation et de bonne gouvernance de l'OSCE en Ukraine. Il a également travaillé auparavant en tant que juriste et expert dans la gestion de projet sur les questions électorales et démocratiques dans différentes Organisations internationales.

Il a également une expérience significative en tant que juriste d'entreprise et consultant dans le secteur commercial.



Mme Sandrine ZIENTARA-LOGEAY

Présidente de Chambre, Directrice du service de documentation, des études et du rapport (SDER), Cour de cassation, France

Magistrate française, Sandrine ZIENTARA-LOGEAY est Présidente de chambre à la Cour de cassation, directrice du service de documentation, des études et du rapport, depuis juillet 2022.

Elle a exercé plusieurs fonctions de magistrats, dans les juridictions du premier degré et à la Cour de cassation, comme avocate générale à la chambre criminelle. Elle a aussi dirigé le GIP Mission de recherche droit et justice et a été inspectrice générale de la justice.

Elle est membre, depuis 2014, des comités de lecture des Archives de politique criminelle et des Cahiers de la justice. Elle a dirigé plusieurs ouvrages (Les États généraux de la recherche sur le droit et la justice Lexis-Nexis, 2018 et Les conditions de détention, condition de la détention, Lexis-Nexis, 2021). Elle a été aussi membre du Conseil national du droit et a co-rédigé le rapport Attractivité et mixité des études et des professions du droit (Daloz 2020).



M. John HUNTER

Directeur des systèmes d'information (DSI), Direction des technologies de l'information, Conseil de l'Europe

John HUNTER a travaillé en tant qu'expert informatique pendant plus de 30 ans dans divers secteurs allant du secteur financier à l'industrie pétrolière en passant par l'industrie cinématographique et le domaine juridique.

Il a été responsable de la mise en œuvre de nombreuses applications de meilleures pratiques dans ces diverses industries, ainsi que de la création et de la gestion d'une société de logiciels pour l'industrie cinématographique - MovieBase.

John HUNTER a travaillé comme chef du département informatique de la Cour européenne des droits de l'homme pendant 20 ans et a été promu à son poste actuel de CIO du Conseil de l'Europe en 2017.

Il a trois enfants, aime le vélo, les arts, la lecture, la cuisine et la compagnie et « craic » de bons amis et de la famille.



Mme Ana-Maria TELBIS

Cheffe adjointe de la Division justice et formation droits humains, Programme HELP (Éducation aux droits humains pour les professionnels du droit), Conseil de l'Europe

Ana-Maria TELBIS est cheffe adjointe de la Division justice et formation droits humains et travaille au sein du programme HELP du Conseil de l'Europe depuis 2017, principalement en charge des projets pour les États membres de l'UE et coordonnant le développement ou la mise à jour de plusieurs cours HELP. Elle a précédemment travaillé comme juriste en Roumanie puis à la Cour européenne des droits de l'homme, ainsi que consultante et formatrice sur les sujets relatifs aux droits humains et à l'État de droit et a dirigé une ONG axée sur la mise en œuvre de la CEDH au niveau national à travers l'Europe.



M. Fethullah SOYUBELLI

Juge détaché, Coordinateur de projet senior, HELP (Éducation aux droits humains pour les professionnels du droit), Conseil de l'Europe

Fethullah SOYUBELLI est coordinateur de projet senior au sein de la division HELP du Conseil de l'Europe. Il travaille comme juge détaché. Il est responsable des activités de HELP Türkiye. En 2007, il est diplômé de la faculté de droit de l'Université Erzurum Atatürk. En 2011, il obtient sa maîtrise en droit privé à l'Université d'Erzincan. Il est actuellement doctorant dans le domaine du droit pénal à l'Université d'Ankara Hacı Bayram Veli. En 2010, il a commencé sa carrière en tant que procureur. Il a travaillé au sein de différents parquets pendant 4 ans. En 2014, il a été affecté à la Justice Academy. Après 5 ans de travail dans des travaux

de formation, de projet et de publication académique à la Justice Academy, il a travaillé comme instructeur pendant 3 ans. Il a publié 2 livres académiques dans le domaine du droit.

Mme Olesia OTRADNOVA

Cheffe du Centre de formation des procureurs d'Ukraine

Professeur titulaire d'un Doctorat en Droit, Dr. Olesia OTRADNOVA est directrice du Centre de formation des procureurs d'Ukraine (PTCU). Le mandat de la PTCU couvre l'organisation de formations professionnelles pour les procureurs ukrainiens et les fonctionnaires des bureaux des procureurs ainsi que des formations initiales pour les premiers procureurs nommés. La PTCU fournit également des directives sur la poursuite des différents types de crimes, y compris les crimes de guerre.

Auparavant, Dr. OTRADNOVA a travaillé comme vice-doyenne de la faculté de droit de l'Université nationale Taras Shevchenko de Kiev et professeure au département de droit civil.

Elle est l'auteure de 2 monographies et de plus de 60 articles de recherche sur le droit de la responsabilité délictuelle et la protection des droits de la personne.

Olesia OTRADNOVA a été experte du Conseil de recherche et d'experts de la Cour suprême, où elle a fourni des avis juridiques sur différentes affaires complexes.

De 2002 à 2016, Olesia OTRADNOVA était avocate en droit civil, principalement spécialisée dans les délits civils. Elle est membre de l'Association du barreau ukrainien, de l'Association des avocats civils, de la Ligue des professeurs de droit. Elle a obtenu sa maîtrise (1999) ainsi qu'un doctorat (2002) et une habilitation (2014) de l'Université nationale Taras Shevchenko de Kiev.



M. Rasim BABANLY

Chef du Service des travaux analytiques et juridiques, Cour suprême d'Ukraine

M. Rasim BABANLY est Chef du département des travaux analytiques et juridiques de la Cour suprême ukrainienne, Docteur en Droit et représentant de la Cour suprême dans le Réseau des Cours Supérieures. Le Département fournit un appui analytique aux juges de la Cour suprême dans tous les domaines de la pratique judiciaire : administratif, commercial, civil et pénal.



Mme Seila IMAMOVIC

Conseil supérieur de la magistrature, Bosnie-Herzégovine

Šeila Brković - Imamović, est la cheffe adjointe du Département de la documentation judiciaire et de l'éducation au Secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature de Bosnie-Herzégovine

Elle a plus de 15 ans d'expérience dans la conception et la mise en œuvre de diverses réformes concernant l'éducation, la publication et l'harmonisation de la jurisprudence. Ces réformes vont de la mise en place de cadres de formation bien structurés pour les juges et les procureurs nouvellement nommés, y compris des programmes de mentorat, aux réformes concernant l'introduction de nouveaux mécanismes d'harmonisation de la jurisprudence dans l'ensemble du pays et son alignement sur les normes internationales.

Mme IMAMOVIC agit en tant qu'experte juridique auprès du Comité permanent de l'éducation et de la documentation judiciaire de HJPC, ainsi que de divers groupes de travail et organes stratégiques dédiés à accroître la transparence du système judiciaire de Bosnie-Herzégovine et à renforcer le travail des départements de jurisprudence au sein des tribunaux de plus haute instance en Bosnie-Herzégovine.

Elle est l'éducatrice pour le système judiciaire de Bosnie-Herzégovine sur l'utilisation des bases de données de jurisprudence nationales et d'autres outils informatiques pour le partage des connaissances. Elle publie régulièrement pour le magazine juridique « Pravna hronika » sur les derniers développements en matière de publication des décisions judiciaires des tribunaux nationaux et internationaux, de protection des données personnelles et d'harmonisation de la jurisprudence. Elle est également conférencière sur ces sujets lors d'événements nationaux et internationaux.

Elle est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université de Sarajevo ainsi que d'un examen du barreau d'État et parle anglais et français. Avant HJPC, elle a travaillé dans les secteurs des entreprises et des ONG pendant plus de dix ans.

M. Tomasz KISIELEWICZ

Docteur, Expert au sein de l'équipe des technologies modernes du ministère de la justice polonais

Expert du CEPEJ-GT-CYBERJUST au Conseil de l'Europe, M. Tomasz KISIELEWICZ est un ingénieur titulaire d'un doctorat.

Il est expert au sein de l'équipe des technologies modernes du Ministère polonais de la Justice et membre de groupes d'experts du Comité polonais de normalisation, du Comité européen de normalisation électrotechnique et de la Commission électrotechnique internationale.

SESSION II

LA MISE EN ŒUVRE NATIONALE DE LA CEDH EN AVAL DES ARRÊTS DE LA COUR



M. Alain CHABLAIS

Président du Comité d'experts sur le système de la Convention européenne des droits de l'homme (DH-SYSC) ; Département fédéral de justice et police (DFJP), Office fédéral de la justice (OFJ), Agent du gouvernement Suisse auprès de la Cour européenne des droits de l'homme

Alain Chablais, né en 1969, a obtenu le titre de docteur en droit de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg (Suisse) en 1996. Depuis 2018, il exerce la fonction d'Agent du Gouvernement suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme. A ce titre, il est également chargé du suivi de l'exécution des arrêts rendus dans les affaires suisses. De 2013 à 2018, il a été actif au sein de la Direction du droit international public, rattachée au ministère des affaires étrangères (DFAE). En 2008, il a été élu juge au Tribunal administratif fédéral, qu'il a quitté en 2012. Auparavant, il a travaillé pendant plus de 10 ans au Secrétariat général du Conseil de l'Europe à Strasbourg, auprès de la Direction des affaires juridiques et des droits de l'homme.



Mme Clare OVEY

Cheffe du Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, DGI, Conseil de l'Europe

Clare OVEY a étudié le droit au Newnhan College, à Cambridge, et a obtenu le titre de solicitor. Après des passages en cabinet privé et à la Law Commission of England and Wales, elle a commencé à travailler au Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme en août 1995. En 2015, elle a été mutée au Secrétariat du Comité des ministres (CM), avec une responsabilité principale pour les réunions trimestrielles de ce Comité sur les droits de l'homme au cours desquelles celui-ci supervise la mise en œuvre des arrêts de la Cour par les États défendeurs. En 2018, elle a commencé à travailler au département de l'exécution des arrêts de la Cour, et en est la Cheffe de département depuis juillet 2020. Elle est coauteur d'un manuel de référence sur le système de la Convention depuis 2000.



Mme Štefica STAZNIK

Agente du gouvernement de la Croatie auprès de la Cour européenne des droits de l'homme

Mme Štefica Stažnik est avocate (elle a passé l'examen du barreau en 1992) et diplomate.

Ancienne représentante de la République de Croatie devant la Cour européenne des droits de l'homme depuis 2004, elle est devenue première directrice de l'Académie judiciaire de la République de Croatie (2004-2008) et a été diplomate en Australie, aux États-Unis, à New York – Nations Unies (1996-2004).

Auparavant, elle a été procureure adjointe de l'État de 1993 à 1996. Elle est aujourd'hui Présidente du Conseil d'experts croate pour l'exécution des arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme depuis 2012.

Elle est membre de divers organismes professionnels en Croatie (Conseil croate des droits de l'homme, Institut croate d'administration publique, etc.) et des comités du Conseil de l'Europe (CDDH-ENV, DH-SYSC-JC, GDR, CAHTEH, DH-PR, etc.) et a été chef de projet ou chargée de programme principale dans plusieurs projets de l'UE mis en œuvre en Croatie (projets d'assistance technique, projets de jumelage) (2005-2008).

Elle est également membre du Comité directeur du projet du Conseil de l'Europe : « Promotion de l'État de droit et des droits fondamentaux grâce à des formations en ligne de haute qualité », actuellement mis en œuvre en Croatie.

En outre, elle est également conférencière à l'occasion de divers séminaires, discussions scientifiques liées au droit international, en particulier au droit de l'UE, sur divers sujets liés aux questions relatives aux droits humains au sein de l'ONU, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe, ainsi que sur l'agenda national (à l'Académie judiciaire, à l'Académie de police, à l'École nationale d'administration publique, aux facultés de droit de Zagreb, Rijeka, Split) et est l'auteur d'articles et de manuels sur diverses questions relatives aux droits humains et co-auteur du manuel : « Jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme sur la tutelle et la privation de la capacité juridique ».

Mme Kateřina RADOVÁ

Juriste au Bureau de l'Agent du gouvernement de la République Tchèque auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, ministère de la Justice

Kateřina RADOVÁ est juriste principale au bureau des agents du gouvernement en République tchèque qu'elle a rejoint en 2018.

Outre les contentieux devant la Cour, elle se concentre sur l'exécution des arrêts. Entre autres, elle est chargée de l'exécution des arrêts de Grande Chambre D.H. et d'autres cas concernant la discrimination à

	<p>l'égard des élèves roms, au sein de laquelle elle a contribué à la mise en place d'un organe de travail spécial composé de fonctionnaires et de membres de la société civile.</p> <p>Elle est la créatrice et l'organisatrice d'une conférence internationale sur la mise en œuvre nationale de la jurisprudence de la Cour et des obligations en matière de droits humains en général qui aura lieu en novembre 2023 et vise à présenter au public national les différents acteurs du processus de mise en œuvre, leurs différents rôles et défis auxquels ils sont confrontés.</p> <p>Elle donne régulièrement des conférences sur la protection des droits humains dans les facultés de droit de Prague et de Brno, ainsi que pour l'Académie de justice.</p>
	<p>Mme Zorana JADRIJEVIC MLADAR <i>Agente du gouvernement de la Serbie auprès de la Cour européenne des droits de l'homme</i></p> <p>Zorana JADRIJEVIC MLADAR est Agente du gouvernement de la République de Serbie auprès de la Cour européenne des droits de l'homme depuis 2019.</p> <p>Auparavant, elle a travaillé 11 ans à la Cour constitutionnelle de Serbie en tant que conseillère de la Cour et secrétaire de la Commission des recours constitutionnels dans le domaine du droit pénal, ainsi que 13 ans à la IIIe Cour municipale de Belgrade en tant qu'assistante judiciaire et assistante judiciaire principale à la division des enquêtes criminelles. Elle est diplômée de la faculté de droit de l'Université de Belgrade en 1994 et a passé l'examen du barreau en 1997. Elle a obtenu son Master en droit de l'UE à l'Université de Nancy 2 en 2002.</p>
	<p>M. Odise MOCKA <i>Procureur d'État, Albanie</i></p>
	<p>Mme Valentina PAVLICIC <i>Agente du gouvernement du Monténégro auprès de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg</i></p> <p>Mme Valentina PAVLICIC a obtenu son diplôme de la Faculté de droit, où elle a reçu de nombreux prix d'études en raison de ses résultats scolaires exceptionnels.</p> <p>Elle est actuellement Agente du gouvernement du Monténégro auprès de la CEDH.</p> <p>Elle a une vaste expérience professionnelle en tant que juge en matière pénale dans le système judiciaire monténégrin, où elle a statué dans</p>

	<p>les affaires complexes à caractère procédural et matériel. Elle est membre du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) et de divers groupes de travail sur les droits humains.</p> <p>Parlant couramment l'anglais et l'italien, elle est conférencière, experte et consultante au Conseil de l'Europe et à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Elle intervient dans le cadre d'un large éventail de formations, de séminaires et de tables rondes au niveau national et international.</p> <p>Elle est l'auteur d'une grande variété de publications, de guides et d'articles scientifiques dans le domaine du droit pénal, des droits humains et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et des normes liées à la Convention.</p>
	<p>Mme Diana KARAZYAN <i>Cheffe adjointe, Cabinet du Représentant de l'Arménie sur les questions juridiques internationales</i></p>